

50e anniversaire du "discours de Phnom Penh" du Général de Gaulle,
Président de la République française

Discours du Dr. Raoul Marc JENNAR
Conseiller diplomatique

L'impact du discours de Phnom Penh

Altesse Royale,
Excellences, membres du Gouvernement Royal du Cambodge,
Monsieur l'Ambassadeur de France,
Monsieur le Président de la Fondation Charles de Gaulle,
Mesdames et Messieurs les membres de l'Assemblée nationale et du Sénat
Mesdames, Messieurs,

Le discours de Phnom Penh de Charles de Gaulle ne fut pas, comme certains l'ont affirmé, un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Ce fut plutôt l'aboutissement d'une réflexion commencée après la défaite des forces françaises en Indochine et les Accords de Genève de 1954. Ce que l'éditorial du journal *Le Monde* du 2 septembre 1966 confirmait en indiquant que le Général de Gaulle a "*surtout donné un aspect plus solennel et plus dramatique aux idées qu'il n'a cessé de soutenir depuis août 1963.*"¹

Pragmatique, le Président de la République française a tiré toutes les leçons de la guerre d'Indochine. On peut même déduire de la lettre qu'il adressait au Président Ho Chi Minh le 8 février 1966, qu'il reconnaissait les erreurs qu'il avait lui-même commises en 1945². Cette reconnaissance implicite deviendra tout à fait explicite en mars 1969 lors d'un entretien du général de Gaulle avec le président Nixon³.

Convaincu qu'on ne peut imposer un destin différent à un peuple déterminé à faire valoir ses droits, même lorsque le sort des armes lui est défavorable comme ce fut le cas en Algérie, de Gaulle y voyait la confirmation de la force du sentiment national sur toute autre considération. Il avait compris que, comme l'écrivait l'éditorialiste du *Monde*, "*les idéologies ne sont que le masque des ambitions et des rivalités nationales*"⁴.

Plus que l'idéologie communiste, c'est la volonté d'indépendance qui dominait chez les Vietnamiens du Sud comme du Nord. Il en avait tiré la conclusion que même la plus puissante armée du monde ne pourrait venir à bout d'un peuple déterminé. Mais n'était-ce pas, déjà, ce qui avait animé, en 1940, au moment de la plus épouvantable des débâcles françaises, l'homme du 18 juin ?

¹ *Le Monde*, 2 septembre 1966.

² JOURNOUD Pierre, *de Gaulle et le Vietnam*, Paris, Tallandier, 2001, p.220.

³ JOURNOUD, *op.cit.*, p. 379.

⁴ *Le Monde*, 2 septembre 1966.

On a rappelé les conseils de désengagement donnés aux présidents successifs des Etats-Unis. Mais ceux-ci relevaient d'entretiens confidentiels. C'est à partir d'une déclaration du 29 août 1963 que la position de la France a été connue de tous. Par la suite, lors de ses célèbres conférences de presse, par des communiqués de l'Elysée ou du Conseil des Ministres ou par des déclarations de son Ministre des Affaires étrangères, M. Maurice Couve de Murville, le Président de Gaulle a répété, à plusieurs reprises, qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire imposée au peuple vietnamien et qu'il fallait s'appuyer sur les Accords de Genève de 1954 pour aboutir à une solution neutraliste et à la réunification du Vietnam.

Le discours de Phnom Penh s'est donc présenté comme une confirmation éclatante d'une position élaborée au fil des années antérieures. Il avait été précédé d'une vingtaine de déclarations officielles sur le Vietnam au cours des huit mois précédents.

Selon plusieurs historiens, les fastes exceptionnels de l'accueil triomphal réservé au général de Gaulle par le peuple khmer et son Chef de l'Etat Norodom Sihanouk ont contribué fortement à amplifier la résonance planétaire de ce discours dont les termes avaient, c'est le moins qu'on puisse dire, le mérite d'une grande franchise⁵. Qu'on en juge : *"Oui ! La position de la France est prise. Elle l'est par la condamnation qu'elle porte sur les actuels événements. (...) La France considère que les combats qui ravagent l'Indochine, n'apportent par eux-mêmes et eux non plus, aucune issue"(...) Bref, pour longue et dure que doive être l'épreuve, la France tient pour certain qu'elle n'aura pas de solution militaire.*" En indiquant que la négociation ne pourrait commencer qu'avec l'engagement des Etats-Unis de rapatrier leurs forces, le Chef de l'Etat français plaçait au centre du débat en cours dans les chancelleries la question cardinale de l'indépendance du Vietnam.

Ce même jour, le 1 septembre 1966, alors que le Président de Gaulle invitait les Etats-Unis à négocier leur départ du Vietnam, à 300 km de Phnom Penh, 3000 soldats américains arrivaient à Saïgon. Ce qui portait le total des effectifs engagés à 303.900. Quand on sait qu'on en arrivera au nombre de 543.000 soldats américains engagés en avril 1969, sans que le sort des armes en soit modifié, on mesure mieux la portée prophétique des propos du général de Gaulle.

Le discours de Phnom Penh eut un retentissement considérable au Cambodge et dans le monde entier.

Au Cambodge, toute la presse célébrait la visite du Président de la République française, la première dans l'histoire contemporaine du pays. Les discours prononcés par Charles de Gaulle et Norodom Sihanouk remplissaient les colonnes. Les propos du Général ont suscité une approbation enthousiaste, sans la moindre réserve. Comme en rend compte un télégramme adressé au Quai d'Orsay, *"ce voyage a révélé même aux observateurs les plus optimistes, l'étonnante étendue du prestige dont jouit le Général de Gaulle au Cambodge."*⁶

⁵ JOURNOUD Pierre, "La visite du général de Gaulle à Phnom Penh. Entre mythes et réalités." *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°12, automne 2001, pp. 72-94.

⁶ MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES. Commission des Archives diplomatiques. *Documents diplomatiques français, 1966, tome II, 1 juin-31 décembre 1966*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2006, p.581.

Radio Prague, rendant compte de la visite, qualifiait le Cambodge de "*pays le plus gaulliste du monde*"⁷.

Il faut se rappeler que les propos du Chef de l'Etat français ne se limitaient pas au drame vietnamien. Le Général de Gaulle avait donné la neutralité khmère en exemple aux autres nations de l'Asie du Sud-Est, voyant dans cette neutralité un facteur de stabilisation. C'était assurément un soutien de poids à la politique suivie depuis dix ans par le Chef de l'Etat cambodgien. Comme le reconnaissait ce dernier, face au "*néocolonialisme de certaines puissances qui oublient leurs propres traditions de liberté et essayent d'imposer leurs lois et leurs intérêts à des nations plus faibles*" (...) *la venue du Général constitue une aide sans prix à la préservation de notre neutralité, qui est la base de notre indépendance et de notre liberté, de notre intégrité territoriale et de notre paix*"⁸.

La déclaration commune franco-cambodgienne, signée le lendemain du discours, confirmait que "*c'est essentiellement l'intervention étrangère qui, en transformant une guerre civile en un conflit international, a donné aux hostilités leurs dimensions présentes.*"

A l'aéroport de Pochentong, en remerciant le Président français de sa visite et de ses propos, mieux que n'importe quel journaliste, le Chef de l'Etat du Cambodge tirait très exactement les conclusions les plus pertinentes du discours prononcé la veille : "*La France ne propose aucune solution au problème vietnamien, sachant qu'il est pour le moment sans issue. Mais les constatations auxquelles le Président de la République est arrivé l'ont amené à des conclusions d'une logique, d'une équité, d'un réalisme tels que, à moins que le monde ne soit voué par le destin à une fin inéluctable, les uns et les autres seront obligés d'adopter ces conclusions comme base essentielle pour la résolution de ce problème mondial.*"

En dehors des trois pays de l'ancienne Indochine française, dans les autres pays d'Asie du sud-est, l'idée de neutralité ne rencontra aucun accueil favorable. Cinq de ces pays, se rassemblèrent l'année suivante à Bangkok dans une association ayant alors pour objet principal l'opposition au communisme, l'ANASE, mieux connue sous son sigle anglais ASEAN.

A Hanoi, on a exprimé une intense satisfaction et on a été très sensible au passage du discours consacré aux origines de la guerre née de l'intervention américaine. On a apprécié également l'entrevue du Président français avec M. Nguyen Thuong, le représentant officiel de la République Démocratique du Vietnam du Nord à Phnom Penh. A Moscou, le discours est très bien accueilli. Il n'en va pas de même à Pékin, alors en pleine révolution culturelle, où la ligne politique consiste à pousser le Vietnam du Nord aux positions les plus radicales. Silence total sur le discours, donc.

A Saigon, la réaction fut nettement défavorable aux propos tenus à Phnom Penh.

⁷ *Le Monde*, 1 septembre 1966.

⁸ Le Prince Norodom Sihanouk et le Président de la République française se sont tous deux exprimés lors de l'arrivée à l'aéroport, lors du dîner offert par le Chef de l'Etat cambodgien au palais de Chamcar Mon, lors du rassemblement de masse au complexe sportif, lors du déjeuner offert par le Chef de l'Etat français au Palais royal et lors du départ à l'aéroport. Le Président de Gaulle a pris également la parole devant les Français invités à l'ambassade. Les citations sont tirées de ces allocutions.

Il en fut de même aux Etats-Unis où le *New York Herald Tribune*, qui a publié une traduction intégrale du discours, qualifie les propos du général de Gaulle "*d'une des déclarations les plus directement violentes qu'il ait jamais faites*" et constate qu'il s'agit de "*de la plus forte attaque sans équivoque à ce jour de la politique des Etats-Unis en Asie du sud-est par un homme d'Etat occidental*"⁹. Par contre, le *Washington Post* se console en estimant que le discours aurait pu être pire. Après avoir reproché au président français de ne pas tenir compte du point de vue du Japon et de l'Indonésie et d'autres pays dont le sort dépendrait des Etats-Unis, le journal convient que "*peu de gens contesteront l'argument du président de Gaulle selon lequel une solution militaire ne saurait intervenir sans entraîner un danger sérieux de guerre mondiale*"¹⁰.

Le 5 septembre, le président Johnson répond par une fin de non recevoir aux propositions de son homologue français.

A Belgrade, à Alger, à Cotonou, à Karachi, on exprime une franche approbation qui va être celle d'une grande partie des pays du Tiers Monde. Jean Lacouture qui était l'envoyé spécial du journal *Le Monde* écrira plus tard que le discours "*sur le plan international et notamment dans le Tiers-Monde a fait du général de Gaulle une sorte de symbole de l'émancipation des peuples, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la nécessité pour les grandes puissances de laisser les peuples déterminer eux-mêmes leur propre destin*"¹¹.

A Londres, l'ancien premier ministre britannique Anthony Eden, qui fut un très actif négociateur des Accords de Genève dont il co-présidait la conférence, a lui aussi apporté son soutien aux propositions avancées dans le discours de Phnom Penh en vue "*d'établir et de garantir la neutralité des peuples de l'Indochine et leur droit de disposer d'eux-mêmes tels qu'ils sont effectivement, en laissant à chacun d'eux la responsabilité entière de ses affaires*"¹². Il a ajouté que le général avait "*entièrement raison*". Deux jours plus tard, le gouvernement britannique devait appuyer "*toute mesure qui permettrait de garantir la neutralité de l'Indochine dans son ensemble*".

Un soutien spectaculaire aux propos du général de Gaulle est venu de M. U Thant, le secrétaire général de l'ONU. Il s'est déclaré "*d'accord avec la position du général de Gaulle en ce qui concerne les modalités du règlement possible du conflit*" (...) "*On assiste à une répétition de l'erreur tragique qui consiste à s'en remettre à la force et aux moyens militaires dans une recherche illusoire de la paix*" devait-il ajouter moins de 24 heures après le discours de Phnom Penh pour expliquer qu'il renonçait à un second mandat¹³.

En France, les principaux journaux consacrèrent au discours leur première page et leur éditorial.

⁹ *New York Herald Tribune*, 2 septembre 1966.

¹⁰ *Washington Post*, 2 septembre 1966.

¹¹ LACOUTURE Jean, "Le discours de Phnom Penh", *Espoir, revue de l'Institut Charles de Gaulle*, n°70, mars 1990, pp.44-52.

¹² *Le Monde*, 3 septembre 1966.

¹³ *Le Monde*, *Le Figaro*, 2, 3 et 4 septembre 1966. Soumis à de multiples pressions, U Thant reviendra sur sa décision et sera reconduit dans son mandat le 2 décembre 1966.

Le Monde publie l'intégralité du discours. Dans son éditorial déjà cité, le journal souligne que "si la seule solution concevable du problème vietnamien est un accord politique sur le dégageant des puissances qui soutiennent les deux camps", le général "a laissé paraître d'un bout à l'autre de son discours le peu d'illusions qu'il nourrit quant aux possibilités de voir prendre corps la solution qu'il préconise"¹⁴.

L'Humanité note avec satisfaction la rencontre, la veille du discours, entre le Président français et le représentant du Nord-Vietnam. L'organe du PCF souligne la condition posée par le général de l'engagement que doivent prendre les Etats-Unis de se retirer pour que des négociations puissent commencer. Une déclaration du dirigeant du PCF Waldeck Rochet met en évidence un autre point du discours, à savoir que c'est l'intervention américaine qui est à l'origine de la guerre. Le journal, qui publie de larges extraits du discours, considère que la position exprimée par la France est "réaliste"¹⁵.

François Mitterrand, tout auréolé d'avoir mis, l'année précédente, Charles de Gaulle en ballottage lors de la première élection du président français au suffrage universel, critiqua le discours, mais finit par admettre deux ans plus tard que la position du Président de la République avait le soutien d'une majorité des Français. Il est vrai que les sondages effectués par la SOFRES et l'IFOP après le discours indiquèrent que 73% des Français s'estimaient en accord avec le discours de Phnom Penh¹⁶.

Mais, toujours en France, d'autres réactions témoignent de la crainte de certains milieux d'avoir effarouché les Etats-Unis. Certes, en France, il y a toujours eu, ainsi que le désignait Jacques Chirac, un parti de l'étranger. Autrefois, lors de ses revers, il s'exilait à Coblenz ou à Sigmaringen. Depuis 1945, il a pris les couleurs de l'atlantisme et il se trouve régulièrement des responsables politiques qui estiment de leur devoir d'aller présenter à l'Ambassade américaine à Paris des excuses parce que, en haut lieu, on a eu l'audace de critiquer les Etats-Unis ou encore d'adopter des positions contraires à celles attendues par Washington. Cela s'est vérifié après le discours de Phnom Penh comme en d'autres circonstances depuis lors. Plusieurs journaux français reprendront l'argumentaire développé à Saïgon selon lequel ce discours serait inspiré par de vieilles rancœurs et de vieux ressentiments à l'égard de Washington.

Le Figaro du 2 septembre 1966, qui publie lui aussi l'intégralité du discours, considère que le propos du général est "à sens unique" et conteste que ce soit l'installation des Américains au Sud Vietnam qui ait provoqué la guerre. Il partage ainsi avec Washington la plus forte critique américaine du discours. Le lendemain, le journal publie une tribune de l'ancien ambassadeur André-François Poncet qui reproche au président de ne s'être adressé qu'aux Etats-Unis et dénonce "l'antiaméricanisme qui constitue le fond de la politique du général"¹⁷.

¹⁴ *Le Monde*, 2 septembre 1966.

¹⁵ *L'Humanité*, 2 septembre 1966.

¹⁶ JOURNOUD Pierre, "La visite du général de Gaulle à Phnom Penh. Entre mythes et réalités." *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°12, automne 2001, pp. 72-94, note 27.

¹⁷ *Le Figaro*, 3 septembre 1966.

Dans *Le Populaire*, l'organe de la SFIO, Christian Pineau, un ancien ministre des Affaires étrangères résolument hostile au général de Gaulle, écrit de lui qu'il "*sacrifie l'amitié américaine à ses rancunes passées et à sa popularité présente*"¹⁸.

Ces inconditionnels de l'alignement sur Washington feignaient de n'avoir point entendu que, dans son discours, le Président de Gaulle s'autorisait à conseiller de la sorte les Etats-Unis précisément "*au nom de l'amitié exceptionnelle et deux fois séculaire que la France porte à l'Amérique*", une formule qui dépasse les usages diplomatiques.

Certains ont affirmé que ce discours n'a eu aucun impact sur le cours des événements. Ce fut notamment le propos de Pierre Mendès-France. Il est vrai qu'il n'a pas modifié le cours immédiat des événements puisque les Etats-Unis se sont obstinés dans ce qu'on appelait alors l'escalade qui se traduisait par l'envoi de troupes toujours plus nombreuses au sud et par l'intensification des bombardements au nord. Mais il ne fut pas sans effets si on s'inscrit dans la durée.

Du côté de Hanoï, il n'est pas douteux que le discours de Phnom Penh ait rendu une confiance en la France qui n'était pas spontanément acquise, tant la guerre d'Indochine avait laissé des traces. Cette confiance a permis par la suite à la France de jouer un rôle extrêmement utile d'intermédiaire discret et neutre pour l'ouverture de rencontres privées qui conduiront par la suite aux négociations. Un rôle dont même François Mitterrand se réjouira¹⁹.

Aux Etats-Unis, les propositions du Président de Gaulle vont faire leur chemin dans les esprits. Ce que les détracteurs français du général de Gaulle, qui se voulaient plus Américains que les Américains, ont refusé de voir, c'est l'accueil réservé au discours de Phnom Penh par ceux, certes encore peu nombreux aux Etats-Unis, qui dénonçaient l'engagement américain au Vietnam. Ce discours leur donnait raison. Il les encourageait. D'emblée, le leader des démocrates au Sénat, Mike Mansfield, partisan de la neutralisation des pays de l'ancienne Indochine française, va proposer que le Président Johnson rencontre immédiatement le général de Gaulle pour discuter de ses propositions. Une autre grande figure démocrate du Sénat, William Fulbright, président de la prestigieuse Commission des Affaires étrangères, avait prononcé le 22 juillet 1966 un violent réquisitoire contre la politique asiatique du Président Johnson. Peu après, il exprimait son adhésion à la thèse française dans un livre où il écrivait : "*Au Vietnam nous avons laissé la crainte du communisme faire de nous une fois de plus les ennemis d'une révolution nationale et dans ce rôle nous avons provoqué des désastres*"²⁰. En mai 1967, un autre démocrate, le sénateur Claiborne Pell, dans un grand discours entièrement consacré au Vietnam, se référait explicitement au général de Gaulle pour soutenir l'objectif d'une neutralisation générale.

Le sénateur Robert Kennedy, après avoir rendu visite au Président français en février 1967, regretta, une fois rentré à Washington, que les Etats-Unis n'aient pas tenu compte du discours de Phnom Penh du général de Gaulle et des idées qu'il contenait, notamment sur

¹⁸ RUSCIO Alain, "Charles de Gaulle à Phnom Penh", *Recherches internationales*, n°100, juillet-septembre 2014, pp. 215-226.

¹⁹ JOURNOUD, *op. cit.*, p. 336.

²⁰ JOURNOUD, *op. cit.*, p.411.

l'annonce d'un retrait des troupes américaines comme moyen de provoquer des négociations. Il s'est dit alors convaincu que la France était le seul pays qui pouvait aider les Etats-Unis à mettre fin à la guerre²¹.

Dans un livre de contrition que Jean Lacouture, son préfacier, qualifie de "*noble confession*", Robert McNamara, secrétaire à la Défense de John Kennedy et de Lyndon Johnson et, à ce titre, principal architecte de l'intervention américaine au Vietnam, reconnaît la pertinence de la pensée et des propositions de Charles de Gaulle. Alors que, dès 1964, il convenait que "*la seule puissance militaire ne peut résoudre tous les problèmes au Vietnam*" rejoignant ainsi le point de vue exprimé par le Président français un an plus tôt, il écrira, vingt ans plus tard, qu'à l'époque "*nous n'avions pas conscience de la nature fondamentalement nationaliste du combat des Nord-Vietnamiens et du Vietcong*". Et à plusieurs reprises dans ce livre, il s'interroge sur le silence donné en guise de réponse aux propositions exprimées par la France à partir de 1963. "*Personne ne pensait à poser la question : si de Gaulle pouvait accepter la neutralisation, pourquoi pas nous ? Nous aurions dû, pour le moins, inciter de Gaulle à aller aussi loin qu'il le pouvait pour s'efforcer d'atteindre l'objectif qu'il se fixait publiquement. Nous ne l'avons pas fait*"²². Et de conclure par cette leçon du Vietnam que ses compatriotes aujourd'hui ne semblent, toujours pas, vouloir retenir : "*Nous n'avons pas le droit divin de modeler toutes les nations à notre image ou comme nous l'entendons*"²³.

Moins de deux ans après le discours de Phnom Penh, le 13 mai 1968, c'est à Paris que commencent les négociations qui aboutiront à l'accord sur le Vietnam du 27 juin 1973.

Trois ans après les appels du général de Gaulle à la neutralisation de l'Asie du Sud-est, en novembre 1971, l'ASEAN reprendra à son compte cette idée du Président français en se donnant comme objectif de devenir, un jour, "*une zone de paix, de liberté et de neutralité, libre de toute forme d'interférence de la part des puissances extérieures*"²⁴.

La conclusion, nul mieux que cette grande plume de la presse américaine que fut le journaliste et éditorialiste Walter Lippmann ne l'a tirée lorsqu'il écrivait dans le *World Journal Tribune*, trois mois après le discours de Phnom Penh, "*le secret du général de Gaulle est que très souvent il a eu raison très tôt et qu'il a été le premier à sentir l'inévitable qui allait un jour survenir*"²⁵.

²¹ JOURNOUD, *op.cit.*, p. 279.

²² McNAMARA Robert, *Avec le recul. La tragédie du Vietnam et ses leçons*. Préface de Jean Lacouture, Paris, Le Seuil, 1996, p.116 et p. 119

²³ Idem, p. 311.

²⁴ ASEAN. Déclaration de Kuala Lumpur, 16 novembre 1971.

²⁵ JOURNOUD, *op.cit.*, p. 411.